

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 6 JUIN 2007

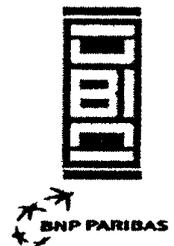


Note d'Information

Mise à la disposition des actionnaires

A l'occasion de la tenue de

L'Assemblée Générale Ordinaire du 6 juin 2007



ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 6 JUIN 2007

SOMMAIRE

- **ORDRE DU JOUR**
- **COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**
- **DIRECTION DE LA BANQUE**
- **LES CHIFFRES CLES**
- **RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**
- **RAPPORT GENERAL ET RAPPORTS SPECIAUX DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**
- **ETATS COMPTABLES AU 31 DECEMBRE 2006**
 - BILAN
 - COMPTE DE RESULTAT
- **TEXTE DES RESOLUTIONS**
- **INFORMATIONS DIVERSES**
 - EVOLUTION DU CAPITAL
 - REPARTITION DU CAPITAL
 - EVOLUTION DES DIVIDENDES DEPUIS 1971
 - EVOLUTION DU COURS DE L'ACTION BICICI EN 2006

Société Anonyme au capital de F.CFA 16.666.670.000
RC. ABIDJAN N° 547 – L.B.C.I. A 0006 B
Siège Social : Avenue Franchet d'Esperey – ABIDJAN – COTE D'IVOIRE

**ORDRE DU JOUR
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DU 06 JUIN 2007**

- 1. Lecture du Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire, des Rapports des Commissaires aux Comptes pour l'exercice 2006 ainsi que des Rapports Spéciaux des Commissaires aux Comptes prévus par les articles 432, 438 et suivants de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatifs au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique.**
- 2. Approbation du Bilan et du Compte de Résultat arrêtés au 31/12/06 et Affectation du Résultat**
- 3. Ratification de la cooptation de deux administrateurs**
- 4. Quitus de la gestion des Administrateurs**
- 5. Nomination des Administrateurs**

CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Ange KOFFY

Président

M. Jacques Henri WAHL

Vice Président - Administrateur

Amadou KANE

Administrateur

M. Gérard MANGOUA

Administrateur

M. Philippe SECHAUD

Administrateur

M. Patrick PITTON

Administrateur

BNP PARIBAS BDDI PARTICIPATIONS
Représentée par M. Pierre DELHAISE

Administrateur

COMMISSAIRES AUX COMPTES

PRICEWATERHOUSE COOPERS

MAZARS

DIRECTION

Directeur Général

M. Patrick PITTON

Secrétaire Général

M. Franck VIALE

**Directeur Central en charge de la
Clientèle des Entreprises**

M. Marc TEMPELS

**Directeur de la Clientèle des Particuliers,
Professionnels et Institutionnels**

M. Yao KOUASSI

Directeur des Risques

M. Christian ARLOT

Directeur du Contrôle Interne

M. Lionel FAGOTAT

Directeur des Ressources Humaines

M. Antoine ADOU

Directeur Juridique et Fiscal

MME Kadiatou SISSOKO

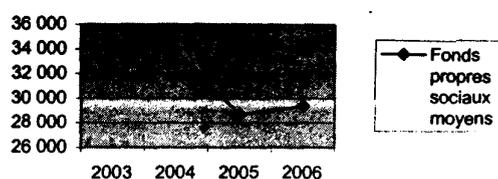
LES CHIFFRES CLES

LES CHIFFRES CLES

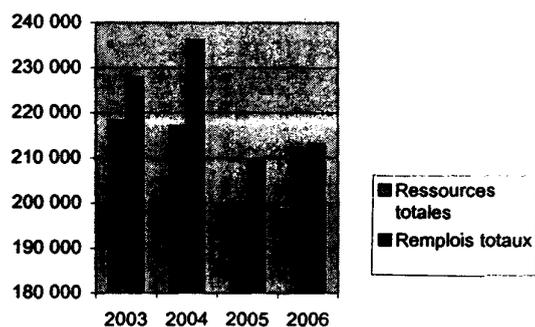
31/12/2003 31/12/2004 31/12/2005 31/12/2006

MOYENS	En millions de F.CFA			
Fonds propres sociaux moyens	32 829	33 940	28 655	29 390
Effectifs	537	521	519	530
Nombre de sièges	33	31	29	29
Dont fermées		6	6	6

FONDS PROPRES SOCIAUX MOYENS

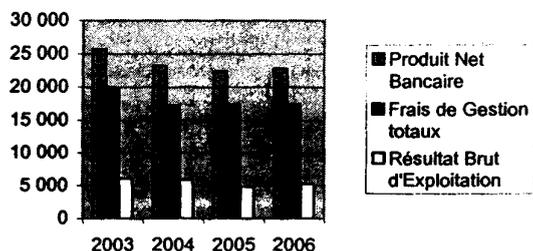


ACTIVITE	En millions de F.CFA			
Total du Bilan	266 380	276 432	248 476	271 954
Ressources totales	218 244	217 100	199 538	212 218
- dont Dépôts de la Clientèle	210 872	212 091	195 046	206 549
Emplois totaux	227 932	236 196	209 710	213 174
- dont Crédits à la Clientèle	151 244	158 723	129 754	150 607
Créances publiques titrisées	14 452	11 661	7 343	2 931



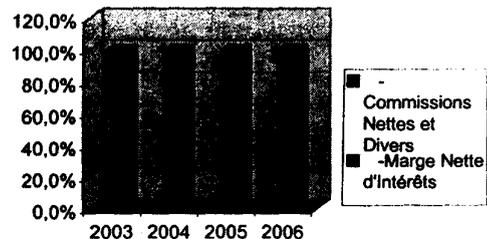
RESULTATS	En millions de F.CFA			
Produit Net Bancaire	25 674	23 212	22 357	22 803
-Marge nette d'intérêts (VAC)	15 210	13 039	12 646	12 788
-Commissions Nettes et Divers	10 464	10 163	9 711	10 016
Frais de Gestion totaux	19 589	17 305	17 456	17 461
-Frais Généraux d'exploitation	16 038	14 479	15 447	15 215
-Amortissements	3 551	2 826	2 009	2 246
Résultat Brut d'Exploitation	6 085	5 907	4 901	5 342
Résultat Net	-1 923	4 205	-1 211	5 198

P.N.B. - FRAIS DE GESTION - R.B.E.



RATIOS				
Ratio de solvabilité (FdsP./Risques)	15,3%	15,7%	13,5%	12,8%
*Fonds Propres Effectifs	28 619	33 462	27 134	27 168
*Total Risques Pondérés	187 634	212 956	200 349	212 443
Coefficient de Liquidité	95,0%	95,0%	90,3%	101,0%
Structure du Produit Net Bancaire	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
-Marge Nette d'Intérêts	59,2%	56,2%	56,6%	56,1%
-Commissions Nettes et Divers	40,8%	43,8%	43,4%	43,9%
Rentabilité				
*Coefficient d'exploitation	76,3%	74,6%	78,1%	76,6%
*Rentabilité des Capitaux Propres	-5,9%	12,4%	-4,2%	17,7%
*Résultat Net par action	-1 154	2 523	-727	3 119

STRUCTURE DU PRODUIT NET BANCAIRE



**RAPPORT
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux prescriptions légales et statutaires, nous vous avons réunis en Assemblée Générale afin de vous rendre compte de l'activité de votre banque durant l'exercice écoulé et soumettre à votre approbation le Bilan et les Comptes arrêtés au 31 Décembre 2006.

Vous aurez également à vous prononcer, notamment, sur le présent rapport et ceux des Commissaires aux comptes, sur les propositions d'affectation des résultats et de distribution, et sur la composition de votre Conseil d'Administration.

Avant de vous présenter les résultats obtenus par votre banque –la BICICI – en 2006 il nous paraît utile de les replacer dans leur contexte mondial, africain et bien entendu ivoirien.

°
°°

La croissance mondiale s'est maintenue à haut niveau en 2006, sans dérapage inflationniste

L'activité économique mondiale est restée bien orientée au cours de l'année 2006, dans un contexte de décre de prix du pétrole et de relatif ralentissement du commerce mondial. En effet, le ralentissement de l'économie a été contenu aux Etats – Unis ; s'agissant des pays émergents d'Asie, l'activité est demeurée particulièrement vigoureuse, notamment en Chine et en Inde.

Pour l'ensemble de l'année 2006, le taux de croissance de l'économie mondiale s'est situé à 5,1% contre 4,9% en 2005. Les tensions inflationnistes connues au cours des premiers mois de 2006, induites par l'envolée des cours du pétrole, se sont estompées, à la faveur de la hausse des niveaux des stocks, de l'apaisement relatif des tensions géopolitiques et du resserrement des politiques monétaires.

Fin 2006, le taux d'inflation « mondial » se situait à 2% (en glissement annuel), après avoir culminé à plus de 4% durant l'été.

Le Centre de gravité de la croissance s'est encore situé en Asie.

Croissance par grandes régions	2005	2006
Croissance Mondiale	4,9%	5,1%
dont USA	3,5%	3,4%
Dont Zone Euro	2,2%	2,6%
dont Chine	10,2%	10%
dont pays émergents Asie	9%	8,7%
dont Afrique	5,4%	5,4%
dont Afrique subsaharienne	5,8%	5,2%

L'Asie est également restée le moteur des échanges mondiaux.

Les pays asiatiques (hors Japon) ont encore accru leur part dans le commerce mondial, la croissance de leurs exportations (+18%) atteignant le double de la moyenne. La Chine est ainsi devenue le deuxième exportateur mondial, devant l'Allemagne.

Dans ce contexte, l'Afrique a plutôt bien tiré son épingle du jeu

En Afrique, la croissance économique a atteint 5,4% en 2006, comme en 2005. Les pays exportateurs de pétrole ont contribué significativement à la réalisation de cette performance, en liaison avec l'augmentation de la production et l'amélioration substantielle des termes de l'échange. Les pays importateurs nets de pétrole semblent avoir bien résisté à la forte hausse des prix des produits pétroliers. L'accroissement des prix des produits de base non énergétiques, en particulier les métaux, ainsi que l'augmentation de l'aide extérieure en faveur de certains pays et des entrées de capitaux ont permis d'atténuer l'impact du choc pétrolier.

En Afrique Subsaharienne, la croissance s'est consolidée autour de 5,2% en 2006 après 5,8% en 2005. Cette performance est liée au contexte extérieur très favorable, caractérisé par le niveau extrêmement soutenu des prix des produits de base (hors combustibles, en particulier des métaux), la faiblesse des taux d'intérêt, l'augmentation des flux d'aide et l'annulation d'une partie de la dette extérieure. En outre, l'activité dans cette région est en grande partie liée à l'accélération de la croissance dans les pays producteurs de pétrole, mais reste cependant très vulnérable aux aléas climatiques, aux catastrophes naturelles et au poids des conflits internes.

°
°°

En Côte d'Ivoire, le climat d'incertitude a continué à peser sur la croissance en 2006

L'économie ivoirienne a évolué en 2006 dans un environnement international plus favorable qu'en 2005, marqué d'une part, par la poursuite de la croissance mondiale (+5,1%) et des échanges commerciaux (+9,4%), et d'autre part, par le raffermissement des cours de la plupart des produits d'exportation ainsi que par le recul du prix du baril de pétrole au dernier trimestre de l'année.

Cependant, au plan interne, les avancées attendues au niveau du processus de normalisation n'ont pu être réalisées. Les retards accusés à ce niveau ont été exacerbés par les problèmes de santé et de sécurité publiques (grippe aviaire et déchets toxiques) qui ont contribué à brouiller l'environnement national.

De fait, le taux de croissance initialement prévu à 1,8% a été révisé à 1,2%.

Comme en 2005, les performances par secteurs ont été très contrastées

Le secteur primaire a poursuivi sa progression sur un rythme élevé (+5,6%) grâce principalement à l'expansion de la production minière et pétrolière (+36,4%), cette dernière n'ayant toutefois pas atteint ses objectifs de production et d'exportation.

	2002	2003	2004	2005	2006 (e)	2007 (prev)
Pétrole (milliers de barils)	5 296,8	7 505,9	7 952,2	14 565,0	22 193,8	22 995,0
Gaz (millions de mètre cube)	1 517,5	1 573,7	1 584,1	1 742,3	1 666,8	1 750,0

Source : Ministère de l'Economie et des Finances / Direction Générale de l'Economie / Direction de la Conjoncture et de la Prévision Economique.

L'offre, en volume, des cultures tropicales s'est globalement stabilisée ; la bonne tenue des cours a toutefois permis que cette activité continue à contribuer positivement à la croissance.

TABLEAU : EVOLUTION DES PRODUITS DU SECTEUR PRIMAIRE

Productions (en milliers de tonnes)	2002	2003	2004	2005	2006 (e)	2007(prev)
Café	182,0	109,4	154,0	95,6	117,0	120,0
Cacao	1 277,0	1 247,4	1 377,7	1 455,8	1 367,2	1 350,0
bananes	249,3	262,9	280,5	260,5	318,2	320,0
Ananas	249,3	243,1	226,8	188,7	165,1	152,8
Coton graine	316,3	331,4	242,4	237,9	230,0	225,5
Huiles de palme	230,1	231,4	292,8	270,6	284,5	304,8
Sucre	165,3	145,6	122,6	159,5	152,9	160,0
Caoutchouc	126,8	132,6	136,8	159,8	171,0	187,3
Anacarde	105,0	84,9	140,6	167,9	210,7	234,3

Source : Ministère de l'Economie et des Finances / Direction Générale de l'Economie / Direction de la Conjoncture et de la Prévision Economique.

Le secteur secondaire, après un redressement sensible observé en 2004 et 2005, a subi une contraction estimée à -6,2%. Le repli de la production industrielle est attribuable à la chute de la production agroalimentaire (-16,4% en rapport avec les difficultés financières dans les filières « sucre et palmier à huile » au cours du premier semestre), à l'affaissement des branches « textiles » (-27,5%, du fait de la concurrence des produits asiatiques), des filières « bois » (-38,7% en rapport avec la réduction des coupes après trois années d'abattage incontrôlé) et « chimie » (-1,3% en liaison avec les problèmes de débouchés).

Concernant le secteur tertiaire les estimations réalisées font état d'un redressement de +1,9% impulsé par les télécommunications (+12,5%) et le commerce (+3,6%). Ces belles performances ont été cependant atténuées par le tassement de la branche des autres services marchands (-1,8%).

Au total, la bonne tenue du secteur primaire (pétrole) a permis d'afficher une croissance positive.

TABLEAU : CONTRIBUTIONS SECTORIELLES A LA CROISSANCE DU PIB

	2002	2003	2004	2005	2006 (e)	2007 (prév)
- Secteur Primaire	-0,2	0,9	1,0	1,1	1,4	0,8
- Secteur Secondaire	-1,4	-2,4	0,6	1,7	-1,4	-0,4
- Secteur Tertiaire	-0,6	-0,9	-0,2	-1,1	0,7	0,6
- Secteur non marchand	0,6	0,6	0,2	0,1	0,5	0,5
Total PIB	-1,6	-1,7	1,6	1,8	1,2	1,5

Source : Ministère de l'Economie et des Finances / Direction Générale de l'Economie / Direction de la Conjoncture et de la Prévision Economique.

Les équilibres macro-économiques se sont globalement améliorés

Les finances publiques ont subi un « effet de ciseaux » :

Le niveau des recettes et dons ressort à 1 688,6 milliards contre un objectif de 1 867,6 milliards, (moins – valeur de 179,0 milliards), à cause de la contre-performance des revenus pétroliers, quantités produites plus faibles que projeté, baisse en fin d'année à la fois des prix du pétrole et du taux de change du dollar, retards sur les changements attendus au niveau de la base taxable des produits pétroliers.

Au niveau des dépenses, le prolongement de la crise, la prise en charge des conséquences financières des problèmes de sécurité et de santé publiques (grippe aviaire et déchets toxiques) ont accentué les pressions sur les finances de l'Etat. Les premières estimations font ressortir un niveau de dépenses, base TOFE de 1 915,5 milliards.

Le solde budgétaire ressort ainsi négatif à (-226,9) milliards, financé par la mobilisation de ressources sur le marché financier et auprès du système bancaire local.

S'agissant des comptes extérieurs, les estimations provisoires de la BCEAO relatives à l'année 2006 laissent apparaître une très nette amélioration de la balance commerciale dont le solde FOB-FOB atteindrait +1 451,9 milliards contre +1 290,3 milliards en 2005 grâce principalement au secteur pétrolier et à l'amélioration des cours des produits de base. Le rebond du solde commercial a permis de plus que contrebalancer l'accroissement du déficit de la balance des invisibles (-1 335 milliards en 2006 contre -1 268,4 milliards en 2005). Le solde du compte courant devrait ainsi ressortir positif à +116,9 milliards.

Les données provisoires à fin décembre 2006 relatives à la situation monétaire font état d'une accumulation de 55,8 milliards (+7,9%) depuis le début de l'année des avoirs extérieurs net qui s'établissent à 760,3 milliards, grâce au net rebond du solde commercial.

En revanche, on note une contraction de 34,4 milliards (-2,2%) des crédits intérieurs nets qui s'établissent à fin novembre 2006 à 1 534,2 milliards.

Cette baisse s'étend à toutes les composantes et porte la marque de la baisse des investissements, tant privés (-6%) que publics (-2,1%), ramenant le taux d'investissement à 8,5% du PIB.

L'encours net du crédit à l'Etat baisse pour sa part de -21,4 milliards ; (-5,6%) traduisant les efforts importants de désengagement de l'Etat. De même, les crédits au secteur privé diminuent légèrement de 1,1% pour s'établir à 1 176,3 milliards. Cette baisse est imputable aux crédits de campagne (-35,1% en rapport avec le niveau plus faible qu'en 2005 des quantités traitées et des retards dans la campagne et aux crédits à court terme (-1,6%) tandis que les crédits à moyen et long terme s'améliorent nettement (+8,8% en faveur des télécommunications et du secteur pétrolier).

Au total, la liquidité bancaire est restée abondante, en dépit d'un rétrécissement sensible en fin d'année.

De fait les taux étaient plutôt orientés à la baisse sur le marché, la BCEAO laissant par ailleurs ses taux directeurs inchangés, alors que l'inflation, en glissement annuel, s'établissait à +2% après avoir atteint +2,6% en 2005.

Les perspectives pour l'économie ivoirienne en 2007 reposent sur un environnement international comparable à 2006 (avec toutefois une orientation baissière du cours des matières premières), sur la normalisation graduelle du contexte socio politique et sur l'effet d'entraînement de la reprise de grands investisseurs publics, pour aboutir à une hypothèse de croissance du PIB de l'ordre de 1,5%.

°
°°

Dans ce contexte, le secteur bancaire ivoirien, qui s'est encore élargi en termes de nombre de banques, a connu une année « plate » au plan du volume des dépôts et des crédits, avec toutefois une accélération marquée en fin d'exercice. Le retard du démarrage de la campagne principale du CACAO (mouvements sociaux), puis sa brusque accélération en Décembre ne permettent toutefois pas de tirer des conclusions définitives à ce stade, de ce mouvement d'expansion de fin d'année.

<i>(En milliards de FCFA)</i>	10/2005	12/2005	10/2006	12/2006
- Nbre de Banques et Etablissements Financiers	19	19	20	20
- Volume des Remplois	1 677	1 680	1 695	1 788
- Volume des Ressources	1 622	1 646	1 681	1 805

Source : APBEF - CI

°
°°

Pour ce qui concerne votre Banque, la BICICI, l'exercice 2006 a marqué un retournement de tendance après plusieurs années de diminution du volume du bilan, des recettes et du résultat net (sauf 2004).

Cette inflexion est le résultat de la politique de conquête commerciale conduite en 2006, auprès de l'ensemble des clientèles, de la maîtrise des frais généraux (en parfaite stabilité pour le troisième exercice consécutif) et de la poursuite d'une politique de sélectivité en matière de crédit. Cette politique de sélectivité n'a pas empêché une progression soutenue des crédits globaux, à partir de l'été 2006 et début 2007.

ACTIVITE ET RESULTATS DE LA BICICI EN 2006

En dépit d'une baisse sensible au premier semestre, le volume des crédits a légèrement progressé en 2006.

Le niveau moyen des emplois, Etat inclus, s'établit à 143,2 MDS CFA en 2006 contre 142,9 MDS FCFA en 2005, soit +0,2%. Cette évolution ne rend toutefois pas compte du véritable « trou d'air » intervenu au premier semestre (troubles socio – politiques, reconstruction de la filière Entreprises) suivi par une forte reprise au deuxième semestre :

- les **Emplois Entreprises** progressent de 2,76% en dépit d'un contexte de très vive concurrence. La BICICI a repris des parts sur les CMT (+21,4%) et sur les emplois à court terme (+9,6%), grâce notamment au financement de la campagne cacao (+19% par rapport à la campagne 2004/2005).
- sur le **Segment des Particuliers et Professionnels**, la baisse a été enrayée à partir de mi 2006 grâce à une politique sélective de reprise des crédits. Très concentrée sur les crédits court terme (+92%), cette reprise n'a toutefois pas compensé totalement la baisse des crédits MLT du fait de la baisse de la demande, les volumes moyens globaux baissant de 2,7% sur l'année.

les **Crédits à l'Etat** ont légèrement baissé en 2006, du fait de l'importance des tombées qui ont été remplacées par des produits de marché (BDT, EO) ou des lignes courtes de trésorerie.

Rubriques	Variation
Emplois Entreprises	+2,76%
Emplois Particuliers et Prof.	-2,7%
Total Emplois	+0,2%

La politique d'ajustement des dépôts aux besoins de la Banque a été poursuivie.

Rubriques	Variation
Clientèle Entreprises	0,09%
Clientèle de Particuliers	-1,31%
Total Ressources	-0,82%

Les ressources collectées auprès de l'ensemble de la clientèle ont légèrement diminué en 2006 avec, comme pour les emplois, une baisse sensible au premier semestre suivie d'une forte reprise au deuxième semestre.

Les ressources collectées auprès de la Clientèle Entreprises sont demeurées stables.

Les ressources collectées auprès de la Clientèle Privée se sont tassées, (-1,31%). Cette évolution s'explique par la poursuite des effets de la crise sur le pouvoir d'achat et le maintien d'une politique prudente sur les ressources à taux de marché (avec toutefois une inflexion de cette politique fin 2006), compte tenu de la liquidité globale de la Banque.

Au total, la BICICI a conforté ses parts de marché « clientèle », en volume.

Rubriques	12/2005	12/2006	Variation
NB de Banques et Etablissements Financiers	19	20	+1
Part de Marché Remplois Clientèle	10,18 %	10,76%	+0,58
Part de Marché Dépôts Clientèle	12,66%	12,67%	+0,01

La stagnation du marché global et la forte liquidité des Banques à Réseau ont continué à peser lourdement sur les marges en 2006.

Rendement moyen des remplois par segment

Rubriques	Variation
Clientèle Entreprises	-0,48%
Clientèle de Particuliers et Prof.	-0,46%
Total Remplois	-0,24%

Coût Moyen des Ressources par segment

Rubriques	Variation
Clientèle Entreprises	0,18%
Clientèle de Particuliers	0,01%
Total Ressources	0,06%

En conclusion, dans un contexte économique toujours stagnant, la Banque est parvenue à inverser la tendance baissière de ses activités grâce à la progression de ses remplois sur le segment très concurrentiel de la clientèle Entreprise. Toutefois, la baisse des rendements, résultat d'une concurrence exacerbée sur les taux, n'aura permis de tirer que partiellement profit de la reprise de l'activité au plan de l'évolution de la rentabilité.

Evolution de la rentabilité en 2006

Rubriques	2005	2006	Variation
PNB GLOBAL	22 357	22 803	+2%
Dont Produits de Capitaux et Opérations Assimilées.			+0,2%
Dont Revenus de Portefeuille			+189%
Dont Charges sur Capitaux			+2,4%
Dont Revenus de Crédit Bail			+25%
Dont Commissions Nettes			+1,5
Dont Autres Produits et Charges ⁽¹⁾			-57%

(1) Rubrique négative en 2005 et 2006 ; le pourcentage de baisse correspond donc à une contribution positive au PNB.

La bonne tenue des emplois de trésorerie et des revenus sur titres a permis de compenser l'effet conjugué de la faible évolution des volumes et de la baisse des marges pour dégager des produits sur capitaux en légère progression.

Les très bonnes performances du crédit bail (hausse des encours de 35%) et la tenue correcte des commissions a permis de dégager un PNB en progression réelle de +2%.

La stricte maîtrise des frais de gestion, pour la troisième année consécutive, n'a pas été obtenue au détriment des investissements.

Rubriques	2005	2006	Variation
FRAIS DE GESTION	17 456	17 462	+0,1%
Dont Frais Généraux			-1,5%
Dont Dotations aux Amortissements			+11,8%

L'augmentation nette des amortissements de 11,8% (soit +237 Millions) trouve son origine dans la remise à niveau du parc informatique de la BICICI (PC et Serveurs) et dans la création d'un centre de back - up afin d'assurer la continuité de l'activité en cas de sinistre majeur dans les locaux du siège social ainsi que par un effort au niveau de l'équipement des agences en matière de sécurité.

Les investissements monétiques lourds réalisés courant 2005 ont un impact, en année pleine, de 185 Millions de FCFA, au titre des amortissements, ce qui représente plus de la moitié de leur progression.

Au final les frais de gestion 2006 (17.462 Millions FCFA) sont restés stables par rapport à 2005 (17.456 Millions FCFA) soit à peine +0.1% malgré des coûts supplémentaires générés par des investissements informatiques et monétiques lourds rendus indispensables. Le coefficient d'Exploitation est passé de 78,1% à 76,6%.

A 5.4 Milliards contre 4.90 Milliards en 2005, le RBE s'est accru de 440 Millions, soit une hausse de 8.98%.

A 927 Millions de FCFA le coût du risque a connu une régression de 3,227 Milliards comparé à 2005. C'est le fruit de l'assainissement du portefeuille entamé depuis la crise et de la sélection des engagements.

Le RNAI s'affiche à 6.140 Milliards, en progression de 6,454 Milliards par rapport à 2005.

Aux économies faites sur le coût du risque, s'ajoutent celles constatées sur les autres produits et charges exceptionnelles. Ceux-ci ont été réduits de 1,1 Milliards comparés à 2005.

Le RNAI inclut un élément exceptionnel, soit la plus value de l'ordre de 2 Milliards sur la cession d'une partie de la tour BICICI abritant le siège de la Banque, cession rendue possible par l'effort de rationalisation de l'occupation des immeubles centraux. L'économie de frais de fonctionnement (charges et impôts fonciers) découlant de cette cession sera d'environ 100 Millions par an.

Le résultat net de l'exercice s'établit à 5.198 Milliards, après amputation de 0,943 Milliards au titre de l'impôt BIC.

Le résultat net par action s'établit à 3.119 FCFA (cours actuel : 19.500 FCFA) et la rentabilité des capitaux propres s'établit à 17,7%.

Rappel des principaux agrégats de rentabilité

Rubriques	2006 2005
PNB	+2%
Frais Généraux	-1,5%
Amortissements	+11,8%
Total Frais de Gestion	+0,1%
RBE	+9%
Coût du Risque	-348%
RNAI	NS
Résultat net	NS

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale (quatrième résolution) l'affectation du Résultat Net bénéficiaire de l'exercice qui se monte à FCFA 5.197.633.745, comme suit :

- dotation de 15% à la réserve spéciale (article 27 loi bancaire) soit FCFA 779.645.062 ; après cette dotation, la réserve spéciale s'élèvera à FCFA 8.443.814.892 ;
- mise en report à nouveau de la somme de FCFA 1.321.133 non distribuée ; le report à nouveau présentera un solde créditeur de FCFA 1.321.133 après cette opération ;
- distribution de dividendes bruts pour un montant de FCFA 4.416.667.558 soit un dividende brut de FCFA 2.650 par action.

Après enregistrement du résultat 2006 dans les comptes et distribution des dividendes, le bilan de votre Banque restera solide en bien structuré :

- ratio de couverture des emplois à MT : **80%** (minimum 75%) ;
- ratio « Cooke » : **13%** (minimum 8%) ;
- taux de provisionnement des Créances Compromises : **90%** (contre 87% en 2005).

Nous vous remercions pour votre attention,

o
oo

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

**BANQUE INTERNATIONALE
POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE
DE LA COTE D'IVOIRE
- BICICI -**

**Rapport Général et rapports spéciaux des
Commissaires aux Comptes**

Exercice clos le 31 décembre 2006

Mazars Côte d'Ivoire

PricewaterhouseCoopers

**BANQUE INTERNATIONALE
POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE
DE LA COTE D'IVOIRE
- BICICI -**

**Rapport Général
des Commissaires aux Comptes**

Exercice clos le 31 décembre 2006

Mazars Côte d'Ivoire

PricewaterhouseCoopers

Rapport Général des Commissaires aux Comptes

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de la loi n° 95-495 du 26 juin 1995 portant modification de l'article 40 de la loi bancaire du 25 juillet 1990, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2006 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DE LA COTE D'IVOIRE (BICICI), tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- les vérifications relatives au fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne ;
- le respect de la réglementation bancaire ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles généralement admises en Côte d'Ivoire. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice conformément aux principes comptables édictés par le Nouveau Plan Comptable Bancaire de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) et aux prescriptions de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en matière de présentation de comptes annuels.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant :

Infraction à la législation sur le rapatriement des devises

À l'issue d'une mission conjointe diligentée par les services de la Direction Générale du Trésor et de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), auprès des banques de la place et relatives aux conditions de rapatriement des recettes d'exportation, la BICICI s'est retrouvée en infraction à la législation en la matière. La base d'évaluation de l'infraction affichée dans le rapport de mission présentée à la BICICI, s'établit à 1 349,49 milliards de FCFA.

En réponse aux conclusions de ce rapport, la BICICI a adressé le 21 août 2006, une lettre à la Direction Générale du Trésor. Dans ce courrier, la Banque a signifié au Trésor que le montant de la base d'évaluation de l'infraction devrait être ramené à environ 374,67 milliards de FCFA après exclusion des recettes d'exportation d'une société bénéficiant d'une dérogation spéciale du Ministère des Finances.

À la date du présent rapport, la BICICI n'a reçu aucune notification formelle de pénalité ou d'amende, et aucune provision n'a été comptabilisée dans les comptes de l'exercice.

Selon les informations reçues de la Direction de la BICICI, devant les difficultés d'application de cette législation, une réunion multipartite comprenant les banques, la BCEAO et le Trésor sera organisée, à l'initiative du Ministre Délégué à l'Économie et aux Finances, pour la recherche de solutions pratiques acceptables par toutes les parties.

2. Fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne

Nous avons procédé, en application de la réglementation bancaire et conformément aux normes de la profession, aux vérifications relatives au fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne.

Les observations les plus significatives sont relatives aux aspects ci-après :

- l'absence d'un inventaire physique exhaustif des immobilisations de la Banque ;
- la nécessité de renforcement des garanties prises auprès de la clientèle, en accordant une priorité aux sûretés réelles.

3. Respect de la réglementation bancaire

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications relatives au respect de la réglementation bancaire.

Notre commentaire est relatif au ratio de structure du portefeuille. Ce dernier s'établit à 1,54 % et est inférieur au minimum réglementaire qui est de 60 %.

Par ailleurs, conformément à l'article 35 de la loi bancaire n° 90-589 du 25 juillet 1990, nous vous informons que les en-cours de crédits accordés aux personnes participant à la direction, à l'administration, à la gérance, au contrôle et au fonctionnement de la Banque, ainsi qu'aux entreprises privées dans lesquelles les personnes visées ci-dessus exercent des fonctions de direction, d'administration ou de gérance, ou détiennent plus du quart du capital social, s'élèvent globalement à 4 711 millions de FCFA, soit 17,33 % des fonds propres effectifs. Le plafond autorisé par la réglementation bancaire est de 20 %.

4. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi sur les sociétés commerciales.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Abidjan, le 6 avril 2007

Mazars Côte d'Ivoire

PricewaterhouseCoopers

Armand Fandohan
Associé

Flan Oulai
Associé

**RAPPORTS SPECIAUX
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

**BANQUE INTERNATIONALE
POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE
DE LA COTE D'IVOIRE
- BICICI -**

01 BP 1298
ABIDJAN 01

**Rapport Spécial
des Commissaires aux Comptes
sur les conventions réglementées
et les conventions visées à l'article 35
de la loi bancaire**

Exercice clos le 31 décembre 2006

Mazars Côte d'Ivoire

PricewaterhouseCoopers

**Rapport Spécial
des Commissaires aux Comptes
sur les conventions réglementées
et les conventions visées à l'article 35
de la loi bancaire**

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Conformément aux dispositions de l'article 440 de l'Acte Uniforme du Traité de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique (GIE) du 17 avril 1997, nous vous présentons notre rapport spécial sur les conventions visées à l'article 438 dudit Acte.

Ce rapport concerne les conventions directes ou indirectes entre la Banque et l'un des administrateurs, Directeur Général ou Directeur Général adjoint, ou entre la BICICI et toute autre entreprise dont l'un des administrateurs serait propriétaire, associé en nom, gérant, administrateur ou directeur (art. 438).

Cette réglementation ne porte pas sur les opérations courantes conclues à des conditions normales (art. 439).

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, conformément à l'article 35 de la loi bancaire du 25 juillet 1990, nous devons vous rendre compte des prêts et garanties consentis par la Banque à ses dirigeants, à ses principaux actionnaires ou associés ou aux entreprises privées dans lesquelles les personnes visées ci-avant exercent des fonctions de direction, d'administration ou de gérance, ou détiennent plus du quart du capital social.

1. Conventions conclues au cours de l'exercice 2006

1.1 Au titre de l'article 440 de l'Acte Uniforme du Traité OHADA

Le Président du conseil d'administration ne nous a donné avis d'aucune nouvelle convention conclue au cours de l'exercice 2006.

1.2 Au titre de l'article n° 35 de la loi 90 018 du 27 juillet 1990

Aucune nouvelle convention visée par l'article 35 de la loi 90-018 du 27 juillet 1990 ne nous a été signalée par le Conseil d'Administration.

2. Conventions conclues au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

2.1. Au titre de l'article 440 de l'Acte Uniforme du Traité OHADA

En application de l'article 440 de l'Acte Uniforme du Traité de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

2.1.1. Avec la société BNP PARIBAS/SFDI

Administrateur concerné

BNP PARIBAS représentée par Monsieur Pierre DELHAISE

Nature et objet

Assistance technique en faveur de la BICICI, à sa demande, selon le protocole d'accord du 11 octobre 2004 conclu entre la BICICI et BNP PARIBAS/SFDI.

Modalités

Aux termes de cette convention, les dépenses d'assistance technique engagées sont remboursées par la BICICI. Les montants enregistrés dans les comptes de charges par la BICICI au titre de cette convention pour l'exercice 2006 s'élèvent à 759 millions de FCFA.

2.1.2. Avec la société BICI-BOURSE

Administrateur concerné

Monsieur Ange KOFFY

Natures et objets

- Assistance technique en faveur de la BICI-BOURSE, à sa demande, suivant le contrat d'assistance technique du 30 juin 1999 ;
- Remboursement par BICI-BOURSE de frais et débours engagés par la BICICI.

Modalités

Convention d'assistance technique

Au titre de cette convention, les dépenses d'assistance technique refacturées à BICI-BOURSE pour l'exercice 2006 s'élèvent à 35 millions de FCFA.

Convention de remboursement de frais

Selon cette convention, BICI Bourse rembourse à la BICICI la quote-part de frais de tenue de Conseil d'Administration et d'Assemblée Générale d'actionnaires. Aucune refacturation n'a été faite à BICI-BOURSE au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

2.2. Au titre de l'article n° 35 de la loi 90 018 du 27 juillet 1990

En application de l'article 35 de la loi bancaire n° 90-589 du 25 juillet 1990, nous vous informons que les en-cours des prêts consentis par la BICICI à ses dirigeants, à ses principaux actionnaires, ainsi qu'aux entreprises privées dans lesquelles les personnes visées ci-dessus exercent des fonctions de direction, d'administration ou de gérance, ou détiennent plus du quart du capital social, s'élèvent globalement à 2 255 millions de FCFA.

Abidjan, le 6 avril 2007

Mazars Côte d'Ivoire

PricewaterhouseCoopers

Armand Fandohan
Associé

Flan Oulaï
Associé

**BANQUE INTERNATIONALE
POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE
DE LA COTE D'IVOIRE
- BICICI -**

**Rapport Spécial des
Commissaires aux Comptes sur les conventions
visées à l'article 432 de l'Acte Uniforme du
Traité OHADA relatif au droit des sociétés
commerciales et du GIE**

Exercice clos le 31 décembre 2006

Mazars Côte d'Ivoire

PricewaterhouseCoopers

**BANQUE
INTERNATIONALE
POUR LE COMMERCE ET
L'INDUSTRIE
DE LA COTE D'IVOIRE
- BICICI -**

*Exercice clos le 31
décembre 2006*

**Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions
visées à l'article 432 de l'Acte Uniforme du Traité OHADA relatif au droit
des sociétés commerciales et du GIE**

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Conformément aux dispositions de l'article 432 de l'Acte Uniforme du Traité de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique nous vous présentons notre rapport spécial sur les rémunérations exceptionnelles et le remboursement des frais de voyage, déplacements et dépenses engagées dans l'intérêt de la société et allouées aux membres du Conseil d'Administration au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

Au cours de l'exercice 2006, les charges engagées dans ce cadre s'élèvent à 64 millions de FCFA et sont essentiellement relatives à des rémunérations et indemnités diverses versées aux membres du Conseil d'Administration.

Abidjan, le 6 avril 2007

Mazars Côte d'Ivoire

PricewaterhouseCoopers

Armand Fandohan
Associé

Flan Oulaï
Associé

ETATS COMPTABLES AU 31 DECEMBRE 2006

BILAN AU 31 DECEMBRE 2006

ACTIF	Montants nets		PASSIF	Montants en FCFA	
	31/12/2005	31/12/2006		Montants Nets	
				31/12/2005	31/12/2006
Caisse	6 450 136 435	9 452 422 447			
Créances Interbancaires	72 612 505 153	59 635 884 037	Dettes Interbancaires	4 492 308 966	5 669 541 893
- A vue	51 362 505 153	39 635 884 035	- A vue	3 918 609 854	5 045 567 069
. Banques Centrales	14 008 772 545	16 805 597 381	. Trésor Public, CCP		0
. Trésor Public, CCP	44 424 768	51 507 389	. Autres Établissements de Crédit	3 918 609 854	5 045 567 069
. Autres Établissements de Crédit	37 309 307 840	22 778 779 265	- A terme	573 699 112	623 974 824
- A terme	21 250 000 000	20 000 000 002			
Créances sur la Clientèle	129 753 701 375	150 607 140 491	Dettes à l'égard de la Clientèle	195 046 024 479	206 549 097 831
- Portefeuille d'Effets Commerciaux	3 880 896 511	3 790 646 030	- Comptes d'Épargne à vue	68 664 473 858	69 189 387 436
. Crédits de Campagne		0	- Comptes d'Épargne à terme	9 485 416 485	9 649 887 275
. Crédits Ordinaires	3 880 896 511	3 790 646 030	- Bons de Caisse	515 000 000	515 000 000
- Autres Concours à la Clientèle	75 450 189 486	93 714 481 644	- Autres dettes à vue	88 660 984 365	90 410 674 693
. Crédits de Campagne	2 375 103 136	1 751 950 200	- Autres dettes à terme	27 720 149 771	36 784 148 424
. Crédits Ordinaires	73 075 086 350	91 962 531 444			
- Comptes ordinaires Débiteurs	50 422 615 376	53 102 012 817	Dettes représentées par un Titre		
- Affacturage			Autres Passifs	12 362 418 593	14 422 562 104
Titres de Placement	10 118 010 000	16 145 010 000	Comptes d'Ordre et Divers	2 757 699 506	7 827 488 869
Immobilisations Financières	9 175 999 266	4 552 152 806	Provisions pour Risques et Charges	3 662 623 085	3 678 328 939
Crédit-bail et opérations assimilées	8 000 385 077	8 185 254 598	Provisions Réglementées		
Immobilisations Incorporelles	1 860 310 106	1 509 126 980	Subvention d'investissement		
Immobilisations Corporelles	6 375 040 058	6 647 535 935	Fonds affectés		
Actionnaires ou Associés		0	Fonds pour Risques Bancaires Généraux		
Autres Actifs	2 404 054 785	8 029 659 442	Capital ou Dotations	16 666 670 000	16 666 670 000
Comptes d'Ordre et Divers	3 725 565 365	7 190 105 343	Primes liées au capital	3 352 934 449	1 852 934 149
			Réserves	11 346 449 057	10 090 034 549
			Écart de Réévaluation		
			Report à nouveau (+/-)		
			Résultat de l'exercice (+/-)	-1 211 420 515	5 197 633 745
TOTAL ACTIF	248 475 707 620	271 954 292 079	TOTAL PASSIF	248 475 707 620	271 954 292 079

HORS BILAN AU 31 DECEMBRE 2006

ENGAGEMENTS DONNES	31/12/2005	31/12/2006	ENGAGEMENTS REÇUS	31/12/2005	31/12/2006
Engagements de Financement	6 361 284 578	4 321 581 661	Engagements de Financement		
* En faveur d'Établissements de Crédit	0	0	* Reçus d'Établissements de Crédit	0	0
* En faveur de la Clientèle	6 361 284 578	4 321 581 661			
Engagements de Garantie	43 773 827 612	44 460 080 440	Engagements de Garantie	9 642 091 766	5 446 239 842
* D'ordre d'Établissements de Crédit	50 671 500	164 782 526	* Reçus d'Établissements de Crédit	9 642 091 766	5 446 239 842
* D'ordre de la Clientèle	43 723 156 112	44 295 297 914	* Reçus de la Clientèle	70 852 568 351	78 409 992 737
Engagements sur Titres			Engagements sur Titres		

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2006

CHARGES	Montants nets		PRODUITS	Montants en FCFA	
	31/12/2005	31/12/2006		Montants nets	
				31/12/2005	31/12/2006
Intérêts et Charges Assimilées	3 314 101 633	3 413 980 686	Intérêts et Produits Assimilées (L)	14 229 980 808	13 911 084 217
- Intérêts et Charges Assimilées sur Dettes interbancaires	49 577 453	48 466 765	- Intérêts et Produits Assimilées sur Créances interbancaires	1 125 779 771	1 302 183 162
- Intérêts et Charges Assimilées sur Dettes à l'égard de la clientèle	3 264 524 180	3 365 513 921	- Intérêts et Produits Assimilées sur Créances sur la clientèle	12 888 806 038	12 396 646 951
- Intérêts et Charges Assimilées sur Dettes représentées par un Titre			- Intérêts et Produits Assimilées sur Titres d'investissement	180 415 529	141 993 893
- Autres Intérêts et Charges Assimilées			- Autres Intérêts et Produits Assimilées	34 979 470	70 280 211
Charges sur Crédit-bail et Opérations Assimilées	2 976 405 077	3 687 600 569	Produits sur Crédit-bail et Opérations Assimilées (L)	3 601 230 619	4 512 041 486
Commissions	139 425 575	157 003 044	Commissions (S)	8 008 632 719	8 184 889 423
Charges sur Opérations Financières	4 935 834	17 285 690	Produits sur Opérations Financières (L)	1 601 988 180	1 905 583 258
- Charges sur Titres de Placement		0	- Produits sur Titres de Placement	61 930 556	609 046 106
- Charges sur Opérations de Change	4 935 834	17 285 690	- Dividendes et Produits Assimilés	225 175 855	230 968 186
- Charges sur Opérations de Hors Bilan		0	- Produits sur Opérations de Change	324 518 124	267 832 084
			- Produits sur Opérations de Hors Bilan	990 363 645	797 736 882
Charges Diverses d'Exploitation Bancaire	55 603 487	100 185 874	Produits Divers d'Exploitation Bancaire	1 016 344 920	1 159 401 636
Achats de Marchandises	0	0	Marges Commerciales		
Stocks Vendus	0	0	Ventes de Marchandises		
Variations de Stocks de Marchandises	0	0	Variations de Stocks de Marchandises		
Frais Généraux d'Exploitation	15 450 570 934	15 180 072 472	Produits Généraux d'Exploitation	456 146 036	2 611 525 013
- Frais de Personnel	7 109 690 804	6 870 517 419	Reprises d'Amortissements et de Provisions sur Immobilisations		456 499
- Autres Frais Généraux	8 340 880 130	8 309 555 053	Solde en Bénéfice des Corrections de Valeur sur Créances et du Hors Bilan	0	0
Dotations aux Amortissements et aux Provisions sur Immobilisations	2 008 711 272	2 245 952 629	Excédent des Reprises / Dotations du Fonds pour Risques Bancaires Gén.	230 863 387	134 723 522
Solde en Perte des Corrections de Valeur sur Créances et du Hors Bilan	4 325 864 664	1 192 932 310	Produits Exceptionnels	741 309 777	855 630 284
Excédent des Dotations / Reprises du Fonds pour Risques Bancaires Gén.	0	0	Profits sur Exercices Antérieurs		
Charges Exceptionnelles	2 128 755 295	791 067 448	Perte de l'exercice	1 211 420 516	0
Pertes sur Exercices Antérieurs	136 047 653	348 980 094			
Impôt sur le Bénéfice	557 495 537	942 640 777			
Bénéfice de l'Exercice		5 197 633 745			
TOTAL	31 097 916 961	33 275 335 338	TOTAL	31 097 916 961	33 275 335 338

TEXTE DES RESOLUTIONS

TEXTE DES RESOLUTIONS

DE

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 6 JUIN 2007

Première résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'Administration, approuve ce rapport ainsi que le bilan et le compte de résultats de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture du Rapport Général des Commissaires aux Comptes pour l'exercice 2006, prend acte et approuve ledit rapport.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture des Rapports spéciaux des Commissaires aux Comptes prévus par les articles 432, 438 et suivants de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, approuve ces rapports.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire approuve la proposition du Conseil d'Administration et décide, de l'affectation du Résultat Net bénéficiaire de l'exercice qui se monte à F CFA 5.197.633.745, comme suit :

- dotation de 15 % à la réserve spéciale (article 27 loi bancaire) soit F CFA 779.645.062 ; après cette dotation, la réserve spéciale s'élèvera à F CFA 8.443.814.892
- mise en report à nouveau de la somme de F CFA 1.321.133 non distribuée ; le report à nouveau présentera un solde créditeur de F CFA 1.321.133 après cette opération
- distribution de dividendes bruts pour un montant de F CFA 4.416.667.558 soit un dividende brut de F CFA 2650 par action.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire ratifie la cooptation de Monsieur Amadou KANE en qualité d'Administrateur, en remplacement de M. VAYSSIE démissionnaire, intervenue lors du Conseil d'Administration du 10/01/2007, pour une durée qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2007.

Sixième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire ratifie la cooptation de Monsieur Philippe SECHAUD en qualité d'Administrateur, en remplacement de la société SIFIDA démissionnaire, intervenue lors du Conseil d'Administration du 10/01/2007, pour une durée qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2007.

Septième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, pour l'exercice clos le 31 Décembre 2006, donne quitus entier et sans réserve de l'exécution de leurs mandats au Président du Conseil d'Administration, au Directeur Général et à tous les Administrateurs dont le mandat a pris fin ou expire ce jour conformément à l'article 17 des statuts :

- BNP PARIBAS BDDI PARTICIPATIONS, représentée par Pierre DELHAISE
- SOCIETE INTERNATIONALE FINANCIERE POUR LES INVESTISSEMENTS ET LE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE (SIFIDA), représentée par Monsieur Philippe SECHAUD (jusqu'au 10/01/07)
- MESSIEURS :
 - Ange KOFFY
 - Jacques Henri WAHL
 - Michel VAYSSIE (jusqu'au 10/01/07)
 - Gérard MANGOUA
 - Patrick PITTON
 - Amadou KANE (depuis le 10/01/07)
 - Philippe SECHAUD (depuis le 10/01/07)

Huitième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, conformément à l'article 17 des statuts, renouvelle le mandat des Administrateurs ci-après pour une durée qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale Annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007 :

- BNP PARIBAS BDDI PARTICIPATIONS, représentée par Pierre DELHAISE
- MESSIEURS :
 - Ange KOFFY,
 - Jacques Henri WAHL,
 - Gérard MANGOUA,
 - Patrick PITTON
 - Amadou KANE
 - Philippe SECHAUD

Neuvième résolution

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès verbal des présentes en vue d'accomplir les formalités prescrites par la loi.

INFORMATIONS DIVERSES

EVOLUTION DU CAPITAL

ANNEE	NATURE DE L'OPERATION	MONTANT DES VARIATIONS DE CAPITAL			MONTANT DU CAPITAL
		Apports en numéraires	Incorporations de Réserves	Apports d'Actifs	
1692	Création de la BICICI	200 000 000			200 000 000
1966	Création de 10 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour deux anciennes émises au pair	100 000 000			300 000 000
1969	Création de 5 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour six anciennes, distribution gratuite	150 000 000	50 000 000		500 000 000
	Création de 15 000 actions, une nouvelle action pour deux anciennes, émission au pair				
1971	Création de 25 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour deux anciennes émises au pair	250 000 000			750 000 000
1973	Création de 10 000 actions nouvelles, deux nouvelles actions pour quinze anciennes, distribution gratuite	350 000 000	100 000 000		1 200 000 000
	Création de 35 000 actions, sept actions nouvelles pour quinze anciennes, émission au pair				
1975	Création de 30 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour quatre anciennes, émission au pair	300 000 000			1 500 000 000
1977	Création de 50 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour trois anciennes, émission au pair		500 000 000		2 000 000 000
1978	Création de 100 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour deux anciennes, émission au pair	1 000 000 000			3 000 000 000
1981	Création de 100 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour trois anciennes, émission au pair		1 000 000 000		4 000 000 000
1986	Création de 100 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour quatre anciennes, émission au pair		1 000 000 000		5 000 000 000
1988	Création de 250 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour deux anciennes, émission au pair		2 500 000 000		7 500 000 000
1995	Création de 250 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour trois anciennes, émission au pair		2 500 000 000		10 000 000 000
1997	Création de 500 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour deux anciennes, émission au pair		5 000 000 000		15 000 000 000
2001	Création de 166 667 actions nouvelles, suite à la fusion-absorption de Paribas-CI, émission au pair			1 666 670 000	16 666 670 000
TOTAL		2 350 000 000	12 650 000 000	1 666 670 000	16 666 670 000

REPARTITION DU CAPITAL

DATE	PARTICIPATION FRANÇAISE			PARTICIPATION ÉTRANGÈRE					TOTAL Général
	ÉTAT	PRIVÉS	TOTAL	BNP	BNPP	BNP BODI	PARIB INT	BPDA	
ORIGINE: Mars 1962									
Nombre d'Actions	2 000		2 000	10 980	7 020				18 000
Montants en Millions F.CFA	20	0	20	110	70	0	0	0	180
%	10,00%	0,00%	10,00%	54,90%	35,10%	0,00%	0,00%	0,00%	90,00%
OCTOBRE 1966									
Nombre d'Actions	3 000		3 000	16 470	10 530				27 000
Montants en Millions F.CFA	30	0	30	165	105	0	0	0	270
%	10,00%	0,00%	10,00%	54,90%	35,10%	0,00%	0,00%	0,00%	90,00%
OCTOBRE 1969									
Nombre d'Actions	5 025		5 025	25 490	19 485				44 975
Montants en Millions F.CFA	50	0	50	255	195	0	0	0	450
%	10,03%	0,00%	10,05%	50,98%	38,97%	0,00%	0,00%	0,00%	89,95%
24 JUILLET 1971									
Nombre d'Actions	36 240		36 240	20 990	15 770				36 760
Montants en Millions F.CFA	362	0	362	210	158	0	0	0	368
%	50,99%	0,00%	50,99%	27,98%	21,03%	0,00%	0,00%	0,00%	49,01%
FEVRIER 1973									
Nombre d'Actions	61 184		61 184	33 584	15 770				36 760
Montants en Millions F.CFA	612	0	612	336	158	0	0	0	368
%	50,99%	0,00%	50,99%	27,98%	21,03%	0,00%	0,00%	0,00%	49,01%
SEPTEMBRE 1975									
Nombre d'Actions	61 500	15 000	76 500	42 000	31 500				73 500
Montants en Millions F.CFA	615	150	765	420	315	0	0	0	735
%	41,00%	10,00%	51,00%	28,00%	21,00%	0,00%	0,00%	0,00%	49,00%
NOVEMBRE 1976									
Nombre d'Actions	36 000	37 500	73 500	42 000	31 500				73 500
Montants en Millions F.CFA	360	375	735	420	315	0	0	0	735
%	26,00%	25,00%	51,00%	28,00%	21,00%	0,00%	0,00%	0,00%	49,00%
MAI 1977									
Nombre d'Actions	52 000	50 000	102 000	56 000	42 000				98 000
Montants en Millions F.CFA	520	500	1 020	580	420	0	0	0	980
%	26,00%	25,00%	51,00%	28,00%	21,00%	0,00%	0,00%	0,00%	49,00%
JUILLET 1978									
Nombre d'Actions	78 857	78 143	153 000	84 000	63 000				147 000
Montants en Millions F.CFA	788	761	1 530	840	630	0	0	0	1 470
%	25,62%	25,38%	51,00%	28,00%	21,00%	0,00%	0,00%	0,00%	49,00%
AVRIL 1981									
Nombre d'Actions	84 182	109 818	204 000	112 000	84 000				196 000
Montants en Millions F.CFA	842	1 098	2 040	1 120	840	0	0	0	1 960
%	23,55%	27,45%	51,00%	28,00%	21,00%	0,00%	0,00%	0,00%	49,00%
AVRIL 1985									
Nombre d'Actions	117 721	137 279	255 000	140 000	105 000				245 000
Montants en Millions F.CFA	1 177	1 373	2 550	1 400	1 050	0	0	0	2 450
%	23,54%	27,46%	51,00%	28,00%	21,00%	0,00%	0,00%	0,00%	49,00%
JUILLET 1988									
Nombre d'Actions	178 550	205 950	382 900	210 000	157 500				367 500
Montants en Millions F.CFA	1 786	2 060	3 825	2 100	1 575	0	0	0	3 675
%	23,54%	27,46%	51,00%	28,00%	21,00%	0,00%	0,00%	0,00%	49,00%
JANVIER 1995									
Nombre d'Actions	150 000	205 950	355 950	210 000	157 500			28 550	394 050
Montants en Millions F.CFA	1 500	2 060	3 560	2 100	1 575	0	0	286	3 941
%	20,00%	27,46%	47,46%	28,00%	21,00%	0,00%	0,00%	3,54%	52,54%
AVRIL 1995									
Nombre d'Actions	200 000	274 600	474 600	280 000	210 000			35 400	525 400
Montants en Millions F.CFA	2 000	2 746	4 746	2 800	2 100	0	0	354	5 254
%	20,00%	27,46%	47,46%	28,00%	21,00%	0,00%	0,00%	3,54%	52,54%
AVRIL 1997									
Nombre d'Actions	300 000	411 900	711 900	420 000	315 000			53 100	788 100
Montants en Millions F.CFA	3 000	4 119	7 119	4 200	3 150	0	0	531	7 881
%	20,00%	27,46%	47,46%	28,00%	21,00%	0,00%	0,00%	3,54%	52,54%
MARS 2000									
Nombre d'Actions	300 000	361 127	661 127	420 000	365 773			53 100	838 873
Montants en Millions F.CFA	3 000	3 611	6 611	4 200	3 658	0	0	531	8 389
%	20,00%	24,08%	44,08%	28,00%	24,38%	0,00%	0,00%	3,54%	55,82%
MARS 2001									
Nombre d'Actions	300 000	335 864	635 864	420 000	391 036			53 100	864 136
Montants en Millions F.CFA	3 000	3 359	6 359	4 200	3 910	0	0	531	8 641
%	20,00%	22,39%	42,39%	28,00%	26,07%	0,00%	0,00%	3,54%	57,61%
MARS 2002									
Nombre d'Actions	300 000	361 811	661 811	420 000	531 681			53 100	1 004 781
Montants en Millions F.CFA	3 000	3 618	6 618	4 200	5 317	0	0	531	10 048
%	18,00%	21,71%	39,71%	25,20%	31,90%	0,00%	0,00%	3,19%	80,29%
MARS 2003									
Nombre d'Actions	150 000	511 866	661 866	420 000	391 046			140 635	1 004 781
Montants en Millions F.CFA	1 500	5 119	6 619	4 200	3 910	0	0	1 406	10 048
%	9,00%	30,71%	39,71%	25,20%	26,07%	0,00%	0,00%	8,44%	80,29%
SEPTEMBRE 2004									
Nombre d'Actions		541 866	541 866		931 046			140 635	1 124 781
Montants en Millions F.CFA	0	5 419	5 419	0	9 310	0	0	1 406	11 248
%	0,00%	32,51%	32,51%	0,00%	55,86	0,00%	0,00%	8,44%	67,49%
16 NOVEMBRE 2005									
Nombre d'Actions		541 866	541 866			931 046		140 635	1 124 781
Montants en Millions F.CFA	0	5 419	5 419	0	0	9 310	0	1 406	11 333
%	0,00%	32,51%	32,51%	0,00%	0,00%	55,86%	0,00%	8,44%	67,49%

NB :
BNPP : BNPPARIBAS

BNP BODI : BNP BODI PARTICIPATIONS

PARB INT : PARIBAS INTERNATIONAL

EVOLUTION DES DIVIDENDES DISTRIBUES DEPUIS 1971

DATE DE PAIEMENT	EXERCICE	MONTANT BRUT/ACTION	%NOMINAL	AUGMENTATION CONCOMMITANTE DU CAPITAL SOCIAL
28.02.1972	70/71	1 000	10%	2 actions gratuites pour 15 anciennes
10.12.1973	71/72	1 000	10%	
01.01.1974	72/73	1 000	10%	
21.02.1975	73/74	1 000	10%	1 action gratuite pour 3 anciennes
04.03.1976	74/75	1 000	10%	
01.04.1977	75/76	1 000	11%	
01.04.1978	76/77	1 400	14%	Augmentation en numéraire 1 pour 2 (1) (2)
01.04.1979	77/78	1 400	14%	
	77/78	350	14%	
01.04.1980	78/79	1 500	15%	1 action gratuite pour 3 anciennes (1) (2)
01.04.1981	79/80	1 500	15%	
01.04.1982	80/81	1 500	15%	
	80/81	750	15%	
01.04.1983	81/82	600	6%	(1) (2)
01.04.1987	85/86	700	7%	
	85/86	350	7%	
01.04.1988	86/87	700	7%	1 action gratuite pour 2 anciennes
01.04.1989	87/88	700	7%	
01.04.1990	88/89	700	7%	
01.04.1992	90/91	1 070	10,70%	1 action gratuite pour 3 anciennes 1 action gratuite pour 2 anciennes
01.04.1993	91/92	1 000	10%	
23.03.1994	92/93	1 200	12%	
17.03.1995	93/94	1 500	15%	
05.04.1996	94/95	3 000	30%	
23.04.1997	1996	4 000	40%	
23.04.1998	1997	2 667	26,67%	
14.05.1999	1998	1 500	15%	
30.05.2000	1999	1 500	15%	
30.05.2001	2000	2 000	20%	
16.05.2002	2001	1 560	16%	
30.05.2003	2002	1 200	12%	
22.04.2005	2004	4 230	42%	
20.07.2006	2005	900	9%	

(1) Dividende payé au titre des actions anciennes

(2) Dividende payé au titre des actions nouvelles

**EVOLUTION DU COURS DE L'ACTION BICICI (*)
EXERCICE 2006**

MOIS	ANNEE	COURS PLUS BAS	COURS PLUS HAUT
Janvier	2006	23 495	27 000
Février	2006	20 000	23 000
Mars	2006	20 800	24 000
Avril	2006	21 500	21 550
Mai	2006	21 550	22 700
Juin	2006	21 800	22 600
Juillet	2006	21 800	23 400
Août	2006	21 300	22 995
Septembre	2006	20 000	21 500
Octobre	2006	18 000	20 000
Novembre	2006	18 000	18 605
Décembre	2006	18 500	19 925

(*) Valeur nominale de l'action : F CFA 10 000

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100
